

ACTUEL 24

Avril 2008

LES RELATIONS FRANCO-CHINOISES : BROUILLE ou MALENTENDU ?

Les relations franco-chinoises ont subi de plein fouet les discordances sur la situation tibétaine et ses conséquences sur la préparation des prochains Jeux Olympiques à Pékin, dont le passage de la flamme à Paris a été un spectaculaire avatar. Est-ce grave ? Oui sans aucun doute, et il serait irresponsable de minimiser la détérioration des relations entre les deux pays. Est-ce réparable ? Oui bien sûr, mais seulement si on accepte, de part et d'autre, d'analyser objectivement la situation et d'en tirer des enseignements pour l'avenir. Pourquoi est-ce grave ? Tout simplement parce que cette situation est révélatrice de la superficialité donc de la fragilité des relations entre la Chine et la France, qu'on n'a jamais pris la peine de fonder sur des bases solides ni d'entretenir au bon niveau. Lorsqu'on proclame que le ciel est sans nuages, il est facile de constater le beau temps et, en l'occurrence, l'amitié ; lorsqu'on ouvre les yeux et qu'on constate que le ciel n'est pas aussi dégagé qu'on voulait le faire croire, il est plus malaisé de continuer à prédire le beau temps ! Il serait donc à la fois plus honnête et plus constructif de regarder la situation en face et, si possible, pour les uns de faire preuve de moins de rigidité, pour les autres de manifester une meilleure cohérence.

Le parcours de la flamme olympique

Si le parcours de la flamme olympique a été un cinglant fiasco à Paris, il faut reconnaître que c'est un désastre mondial : à San Francisco comme à New Delhi, le parcours a été réduit ou modifié, la flamme protégée, souvent cachée voire escamotée, dans un périple qui frise le ridicule : l'exact contraire de ce que devrait être cette

promenade pacifique, symbolique de la fête sportive et des liens amicaux entre les peuples. C'est donc qu'il y a un véritable problème et que celui-ci dépasse largement l'attitude française ou, pour être plus exact, celle de « certains Français » à l'égard de la Chine officielle. Pourquoi alors la France concentre-t-elle tous les feux de la critique chinoise, alors que les Anglais, Américains et autres Occidentaux apparaissent comme de blanches colombes ? Pourquoi faire de la France - et de la France seulement - le bouc émissaire du mécontentement chinois ? Est-ce par « déception amoureuse », la France ayant été longtemps privilégiée comme une amie de la Chine ? Est-ce par tactique et pour profiter des ambiguïtés actuelles de la politique étrangère française ?

Ces questions ne sont pas innocentes, mais peut-être faut-il aussi chercher ailleurs en remontant aux origines de ces incidents, c'est-à-dire à « la révolte tibétaine », et se demander « à qui profite le crime » ? Qui donc peut avoir intérêt à mettre la Chine en difficulté à quelques mois de Jeux olympiques qui revêtent pour son gouvernement comme pour le peuple chinois une importance considérable, le signal officiel d'une « normalité » chinoise et le grand retour dans le concert des nations ? Certainement pas la Chine elle-même qui n'aurait pas le cynisme de profiter des JO pour régler leur compte aux « séparatistes » tibétains. Encore moins la France dont il ne faudrait pas surestimer la capacité de nuisance. Cherchons ailleurs ! Dans le face à face annoncé pour le leadership mondial au XXI^e siècle, toutes les cartes seront utilisées par les challengers, l'atout France en premier

lieu pour les raisons politiques, historiques, culturelles que l'on connaît et qui avaient déjà prévalu pendant la guerre froide. Si un piège a été fomenté, ce qu'on ne saura que lorsque toute la lumière sera faite sur les causes des incidents au Tibet et dans des monastères bouddhistes périphériques du Gansu et du Sichuan, il est surprenant que le gouvernement chinois, d'habitude si méfiant, ne l'ait pas éventé ; il est en revanche moins étonnant que le gouvernement français, empêtré dans ses propres contradictions, s'y soit laissé prendre. Il y a eu certainement des erreurs d'appréciation de part et d'autre.

Le moins qu'on puisse dire, s'agissant du parcours de la flamme olympique à Paris, c'est que, d'un côté chinois comme de l'autre français, les « diplomates » n'ont pas fait preuve d'une grande perspicacité : organiser un relais de 27 kilomètres dans Paris, en pleine effervescence tibétaine et sur fond de polémiques, pour une flamme en outre protégée par une « garde prétorienne chinoise » peu amène et un dispositif policier intenable sur une telle distance, relevait du « parcours du combattant ». Les incidents étant prévisibles dans une ville aussi ouverte et frondeuse que Paris, il eût été pour le moins prudent – principe de précaution ? – de privatiser la cérémonie et de la cantonner, par exemple au stade Charléty pour rester dans un cadre sportif. C'est dire que, tout à leur fierté de présenter la flamme olympique au monde et à la France, les responsables chinois ne se sont pas rendu compte qu'en organisant eux-mêmes les conditions de ce parcours, en choisissant les itinéraires et les détails du déroulement, non seulement ils allaient exaspérer les opposants pro-Tibétains mais en outre ils provoqueraient dans la population un réflexe antichinois. Oserait-on par ailleurs imaginer réciproquement des responsables français, fût-ce du mouvement olympique, avoir une telle attitude à Pékin et s'y comporter comme chez eux ? Les autorités chinoises ne le toléreraient pas ! Si nous devons admettre que certains Français se sont conduits de façon contestable, voire condamnable, on peut aussi convenir que le doigté des officiels chinois n'a pas été en la matière à la hauteur des enjeux. Et ce, pour le dire en termes très diplomatiques.

Des relations superficielles

Cet incident est révélateur ne serait-ce que par ses conséquences en Chine comme en France : manifestation des étudiants chinois à Paris (application *in situ* des « droits de l'homme » !), réactions anti-françaises autorisées et ciblées dans plusieurs villes de Chine. Le climat se tend entre les deux pays - les articles de presse en font foi - au point que les chefs d'Etat semblent s'en alarmer et rameutent leurs émissaires pour calmer le jeu. Il est probable que la raison et les intérêts réciproques vont l'emporter, la Chine ayant beaucoup plus à perdre que la France, à la veille de sa présidence européenne, d'une brouille durable entre les deux pays.

Erreur d'appréciation d'une part, manque de doigté diplomatique d'autre part, les relations franco-chinoises paraissent en tout cas bien fragiles. C'est là qu'est le point sensible : nos deux pays ont des relations d'autant meilleures qu'elles sont superficielles, mais que n'importe quel incident vient détériorer. Depuis plus de quarante ans avec la reconnaissance officielle de la République Populaire de Chine par le Général de Gaulle, les relations politiques du plus haut niveau sont au beau fixe ; les chefs d'Etat se rencontrent, se congratulent et rivalisent de proclamations amicales. Ils entraînent derrière eux un ballet bien réglé d'industriels avides de contrats et de débouchés pour leurs produits. Si le bilan des contrats engrangés est estimable, il ne faut toutefois pas en exagérer le poids : la France compte pour 1,4 % du commerce extérieur chinois, une goutte d'eau pour le cinquième exportateur mondial que nous sommes encore. Certes, la Chine est une vitrine et, potentiellement, le plus grand marché du monde ; ne pas y être serait suicidaire pour l'économie française. Mais là aussi, il faut relativiser : on estime que 2/3 à 3/4 des entreprises françaises implantées en Chine y perdent de l'argent, c'est dire que le pactole chinois est très relatif ! Ne nous laissons donc abuser ni par la diplomatie ni par l'économie. Si dans ces deux domaines de grands progrès restent à accomplir, il y en a de plus grands encore à réaliser pour la compréhension entre les hommes.

La fragilité des relations franco-chinoises tient au fait que les peuples ne se connaissent pas et que, même lorsque les échanges sont établis, la compréhension mutuelle reste très difficile. En réalité, peu nombreux sont les Français qui visitent la Chine et cherchent à la comprendre ; le développement du tourisme ne change pas grand chose à cette situation qui est due principalement à la différence culturelle. Les touristes chinois en France ne sont pas plus attentifs qui passent en trombe à Paris deux ou trois jours avant de poursuivre leur périple européen. Les séjours plus durables qu'effectuent les étudiants des deux pays devraient être l'occasion de multiplier les échanges et d'approfondir les relations ; si c'est le cas pour les étudiants français en Chine, ce ne sont pas quelques centaines de jeunes gens qui vont peser efficacement dans les relations de pays à pays ; et ce n'est absolument pas le cas des étudiants chinois en France qui, pour nombreux qu'ils soient, n'en vivent pas moins entre eux, parlant et mangeant chinois, la plupart ne cherchant nullement à s'immiscer dans une société qu'ils jugent (sans la connaître) peu attirante et dont ils s'imaginent en outre être rejetés *a priori*. Il y a entre Français et Chinois une véritable « barrière culturelle » que personne ne cherche vraiment à lever : toutes les difficultés entre nos deux pays viennent de là, d'un manque de compréhension, d'un repli sur soi et ses propres valeurs, pire d'un refus réciproque de chercher à connaître, encore moins à comprendre l'autre. Plutôt que de se répandre en proclamations d'amitié ou de s'acharner à conclure des contrats lucratifs, on ferait bien, de part et d'autre, de s'attaquer à ce problème clé pour l'avenir de nos relations.

Dépasser les incompréhensions

Etablir les relations franco-chinoises sur les seules bases politique et économique manque donc singulièrement de solidité, celles-ci n'étant pas de nature à résister aux incidents de parcours qui ne manqueront pas de se durcir à mesure que la Chine entrera plus avant dans la vie mondiale. Si nos relations sont fondées sur des apparences ou des approximations, elles ne dureront guère et pourront même être à l'origine de

malentendus, toujours dangereux dans un monde violent et réactif.

S'il s'agit d'amitié entre la France et la Chine - et je pense qu'elle est possible et nécessaire -, celle-ci suppose d'abord le respect et la franchise réciproques. Entre amis, on doit pouvoir s'exprimer franchement et sans agressivité ; chacun a ses défauts et ses problèmes qu'il connaît généralement mieux que quiconque : inutile de mettre en permanence le doigt où cela fait mal ! Cela ne signifie pas l'hypocrisie, éminente qualité diplomatique mais qui se retourne un jour ou l'autre contre son auteur. S'il s'agit bien d'amitié franco-chinoise, elle doit être fondée sur des affinités ; celles-ci sont réelles du côté français, du moins de la part de ceux qui connaissent la Chine, qui partagent un tant soit peu sa culture, qui ont eu affaire à la gentillesse et à l'hospitalité de sa population ; ces affinités sont indiscutables pour les Chinois familiers de notre culture et pour qui la France n'est pas seulement *faguo* – le pays du droit – mais un haut lieu de civilisation et une terre d'accueil. Si nos relations étaient plus approfondies, nous nous apercevriions, les uns et les autres, que, si nous avons bien peu de points communs et donc beaucoup de sujets de discordes, ces différences sont une véritable richesse ; elles nous permettent d'envisager un « autre monde » que le nôtre, d'autres soi-disant vérités, d'autres conceptions de la vie, individuelle et sociale : Français et Chinois, nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres.

Au-delà de ces principes de bonne entente, et pour revenir aux réalités du moment, la France doit avoir une position claire à l'égard de la Chine et de la tenue prochaine des Jeux Olympiques à Pékin. Si nous sommes cohérents avec nous-mêmes, nous devons contribuer à la réussite de ces Jeux. Cette grande fête mondiale est en effet le signe le plus spectaculaire de la fin d'une certaine forme d'exception chinoise, une sorte de rupture de la barrière qui séparait le monde de la Chine ; c'est, pour le peuple chinois, une formidable démonstration de sa « normalité ». Toute tentative de perturbation des JO serait considérée, à juste titre, comme une volonté d'humilier la Chine, de lui interdire d'accéder au monde des autres ou au

moins de s'en approcher, la renvoyant à sa « centralité » supposée et, pour être clair, lui faisant faire un « grand bond » en arrière. La jeunesse chinoise, qui aspire autant à cette normalité qu'à notre modernité, ne nous le pardonnerait pas. Les agissements irresponsables de quelques « ludions vibronnaires » ne doivent pas masquer des enjeux qui sont considérables et qui les dépassent.

Si les relations internationales - fondées sur les intérêts des nations - sont aussi sensibles aux « bons sentiments », elles ne doivent pas non plus être soumises à l'air du temps, aux élans plus ou moins intéressés des médias et, par contrecoup d'émotion, aux fluctuations des opinions publiques. La démocratie n'est pas facile à vivre, car elle se nourrit de ces contradictions, entre les principes et les intérêts, entre le souhaitable et le possible, entre le rêve et la réalité. Sur le chemin naturel qui conduit le peuple chinois à en goûter un jour les bienfaits - et les progrès depuis deux décennies y sont incontestables et considérables - les obstacles

ne manqueront pas : n'en rajoutons donc pas, ce qui serait la meilleure méthode pour provoquer ces réactions de rigidité de la part de nos « amis chinois », réactions qui nous choquent et, au-delà, contribuent à dégrader nos relations.

Dans le différend actuel entre la Chine et la France, aucun des deux pays n'est coupable et ne doit être stigmatisé. Des erreurs d'appréciation ont été commises, nos dirigeants, responsables et autres diplomates n'ont pas su placer nos relations au niveau qu'elles méritent ; ils n'ont pas fait suffisamment confiance dans l'intelligence des hommes. Il est temps maintenant d'en tirer les enseignements et de modifier nos façons de procéder ; il devient urgent de se rencontrer, d'échanger, de se connaître et de se comprendre. C'est l'affaire des Français et des Chinois qui le souhaitent ; aux dirigeants de leur faciliter la tâche et de les aider à s'organiser.

Eric de La Maisonneuve